

## **Pour une Europe des peuples et non pas des marchands**

Notre Parti, le PST, avait analysé le sujet Europe lors d'une Conférence nationale, dans l'année 1989. Il s'agissait de définir notre position face à une réalité en construction qui s'affirmait de plus en plus. A l'époque, la Communauté Economique Européenne (CEE), ainsi s'appelait, comptait 12 nations.

Des autres nations européennes avaient fait demande d'adhésion.

Aussi à ce moment-là, l'Europe apparaît plus adaptée aux marchands et aux grands capitaux que aux citoyens communs. Aussi à ce moment-là elle ne représentait pas l'idéal pour celles et ceux qui comme nous luttent pour la justice, la socialité, la paix, le respect de l'environnement et ainsi de suite. Et pourtant l'idée que la Suisse n'aurait pas pu (et dû) continuer à faire ce qu'elle voulait dans la relation avec les autres nations, à choisir avec opportunisme seulement ce qui lui allait bien et refuser de s'adapter aux lois et aux dispositions peu favorables (voir le secret bancaire) était présente dans les discussions du moment. La droite braillait (comme d'ailleurs elle fait encore aujourd'hui) contre l'Europe, en affirmant que la Suisse n'avait rien à gagner et seulement (quelques privilèges) à perdre.

Aussi dans le Parti, plusieurs ont été ceux qui soutenaient l'idée que la Suisse ne devait pas adhérer à la CEE. La défense de la démocratie directe (référendum et initiative), la défense de la neutralité et le peu de propension de la CEE à se transformer dans un pays progressiste : tels étaient les principaux arguments des opposants.

Une nette majorité de camarades avait quand même choisi la voie de la possible adhésion de la Suisse à la CEE, conscients du fait que les luttes pour la défense des travailleuses et des travailleurs auraient été plus efficaces si conduites ensemble avec les camarades des différents pays européens, à leurs partis et à leurs syndicats.

Après vingt ans, malgré les profondes mutations survenues en Europe et dans le monde, la question revient, avec les mêmes arguments. La Suisse se trouve aujourd'hui face à une structure colossale, l'Union européenne (Ue) qui compte 27 pays et presque 500 millions d'habitants. La Ue n'est pas mieux que la précédente CEE. Les soucis marchands sont largement présents dans sa politique néolibériste. Aussi la Suisse, de ce point de vue, n'a pas amélioré.

Les critiques générales adressées à la Ue, et en particulier au Traité de Lisbonne, qui sont présentes dans le document de la section bernoise, critiques par ailleurs soutenues par les partis et les mouvements qui se reconnaissent dans le Parti de la Gauche Européenne (PGE) et dans le groupe parlementaire de la Gauche Unitaire Européenne. (GUE) au Parlement à Strasbourg, sont tout à fait partagées.

La question de la démocratie directe est au contraire mal posée. Si d'un côté il est vrai que le droit communautaire est supérieur au droit de chaque nation, il est aussi vrai que à niveau national, cantonal et communal référendum et initiative restent et resteront valables en cas d'adhésion (voir les différents référendums en Italie, en France...).

D'autre côté il n'est pas vrai que le processus de ratification du Traité de Lisbonne a été choisi par la Ue. Chaque nation peut disposer comme mieux elle croit : elle est libre de choisir si elle soumettra

au peuple ou le faire ratifier par le Parlement. Par exemple, France et Hollande, en 2005, ont soumis à votation populaire le premier traité : il a fort échoué d'une, en obligeant ainsi la Ue a refaire tout à nouveau.

Pour ce qui concerne l'approbation du Traité de Lisbonne (qui n'est d'ailleurs qu'une copie similaire au traité refusé précédemment) il faut dire que pour entrer en vigueur il doit être ratifié par tous les pays membres.

Actuellement, la procédure est bloquée par une petite nation, comme l'Irlande qui, il y a une année, en votation populaire, l'a refusé. Et la situation ne peut être débouchée qu'avec le consensus du peuple irlandais même si tous les autres 26 pays vont le ratifier.

Le PST fait partie depuis 5 ans du PGE et partage sa dure critique face à l'Europe des grandes entreprises. Certainement ce n'est pas l'Europe que nous voulons construire avec les camarades européennes et européens. Nous sommes de l'avis que les batailles futures devront être combattues partout, à niveau local, national, européen et mondial. Nous ne pouvons pas attendre que l'Europe devienne progressiste pour y adhérer. Nous devons participer dès tout de suite à la construction d'une autre Europe. Nous ne pouvons pas rester dehors. Nous, les Suisses nous ne sommes pas meilleurs que les autres européens, au contraire ! Notre tâche est celle de regarder au-delà des étroites frontières et développer des stratégies communes avec les autres partis communistes et progressistes.

Pour cela nous estimons que notre Parti doit continuer à regarder à l'Europe avec la volonté de la changer.

La question de l'adhésion ne se pose pas actuellement. Le Conseil Fédéral a depuis longtemps congelé la demande posée il y a une quinzaine d'années, le lendemain de la faillite de la votation qui proposait l'adhésion à l'espace économique.

Actuellement, une telle votation serait sûrement refusée par la majorité de la population qui suivrait les sirènes anti-européennes de la droite et de l'extrême droite nationaliste et xénophobe.

La décision de il y a 20 ans de garder ouverte l'option d'une adhésion était correcte et le reste actuellement. Nous vous demandons de ne pas changer stratégie et de laisser ouverte la porte pour l'Europe.

Norberto Crivelli